n°107

front libertaire

26 Mars 1979

4fr.

des luttes de classe

édité par l'Organisation Communiste Libertaire

POSTIERS, CHEMINOTS, USAGERS

ACTION DIRECTE PAR LA GRATUITÉ DES SERVICES

front libertaire
des luttes de classe

Édité par
l'Organisation Communiste Libertaire
33, rue des Vignoles, 75020 Paris
Tél. 370.46.86
Permanence : tous les jours de 14 à 19 h

Directeur de publication : G. SEBBAH
Dépôt légal 42 447. Com. par. 51613
Imprimerie Edit 71
9, rue A. Métivier 75020 Paris
Tél. 636.89.09

* * * * *

ABONNEMENT

FRANCE

12 numéros plis ouverts	40 F
Soutien	65 F
Plis fermés	80 F
24 numéros plis ouverts	80 F
Soutien	130 F
Plis fermés	160 F

•Abonnement de diffusion :

5 ex. pendant 10 n°	145 F
10 ex. pendant 10 n°	290 F
5 ex. pendant 1 an	290 F
10 ex. pendant 1 an	500 F

Etranger :

24 numéros plis ouverts	100 F
Soutien	150 F
Plis fermés	180 F

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 F en timbres

C.C.P. « FRONT LIBERTAIRE »
33 907 40 La Source

Secrétariats de l'Organisation Communiste Libertaire :
NORD : BARBEILLON B.P 52 59240 DUNKERQUE
CHAMPAGNE-ARDENNES : Annie Moreau, BP 1275, 51060 Reims Cedex.
EST : O.C.L. c/o Librairie « Le Temps des Cerises », 16, rue Gustave Simon – 54000 Nancy.
OUEST-NORMANDIE : FL, c/o La Taupe, 2 quai Lalande, 72000 Le Mans.
BRETAGNE : Dieudonné MOISAN, BP 18, 22220 Tréguier.
REGION PARISIENNE : 33 rue des Vignoles, 75020 Paris.
CENTRE : La Commune, BP 1228, 45002 Orléans Cedex.
BOURGOGNE-FRANCHE COMTÉ : Nestor, BP 1064, 21025 Dijon Cedex.
AUVERGNE LIMOUSIN : Guéret (écrire à Orléans).
RHONE-ALPES : OCL c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.
SUD-EST : Germinal, 19 rue des Suisses, 13200 Arles.
SUD-OUEST : MOKA c/o Librairie « L'Étincelle », 50, rue Pasteur – 64000 Pau.
SUD (CENTRE) : Fédération de l'Aude, B.P. 128 – 11000 Carcassonne.
NORMANDIE : A.S.T.V.E.M.U., BP 170, 14008 Caen Cedex.

OCL Aix-enProvence :
Philippe PORTET - BP 357
13611 Aix-en-Provence

Pour tout contact, s'adresser directement aux secrétariats régionaux.

SOUSCRIPTION FL

montant; .....
ville; .....

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

PROFESSION

CHEQUES A L'ORDRE DE « *Front Libertaire* »

Permanences du groupe OCL d'Aix-en-Provence :
Tous les mercredis, dans le grand hall de lq Faculté de Lettres, de 9 h à 15 h.
Tous les samedis, sur le marché, devant le Palais de Justice, de 10 h 30 à 12 h.

SOMMAIRE :

DEBAT: Narcissisme.....3
Autonomie ouvriére.....4

LUTTES OUVRIERES:
S.N.C.F., quelle voie?.....5
P.T.T.: Affranchissons nous nous même....6

SOCIETE: Les merveilleux fous anti-fascistes et leur drole de démocratie.....8
Samedi anti-nucléaire à Nantes.....10
La manifestation des femmes du 8 Mars.....11

ECOLE: St-Cloud'story.....12

INTERNATIONAL: L'U.R.S.S. et les droits de l'homme.....13
L'affaire Klebanov.....14

EN BREF.....15

NARCISSISME

FRONT LIBERTAIRE doit-il rester quinzomadaire ou redevenir mensuel ? Doit-il continuer de paraître ou faire place à autre chose ? Tel est le débat qui traverse l'OCL sur l'opportunité ou non du journal. Nous pensons que c'est à l'ensemble des lecteurs(trices) d'y participer. A tous ceux et celles (de l'OCL ou pas) qui l'achètent, le lisent. Tous ceux et celles qui tentent ou souhaitent utiliser le « Front Libertaire » comme un outil de lutte conséquent.

Peut-on dire que la crise qui touche la presse révolutionnaire ou « militante » : disparition de « Rouge » quotidien, « Politique-Hebdo »... pourrait bien aussi engloutir la presse libertaire ?

« Front Libertaire » est dans une situation des plus critiques, abordée à ce jour sous son aspect financier (avec raison, cela va de soi); aussi, l'autre aspect, « politique » du journal doit-il être abordé et débattu par l'ensemble des lecteurs (OCL, Mouvement libertaire, autonomes...).

Un des points positifs du journal est sa parution régulière et surtout quinzomadaire. Cela peut être un acquis important, non seulement pour nous, OCL, mais pour l'ensemble du mouvement « libertaire/autonome ». Une parution de ce type permet d'éviter l'événementiel/sensationnel, tout en s'impliquant dans l'actualité qui peut être alors mieux analysée. La disparition pure et simple de FL, ou même un retour au mensuel, sera un recul politique de l'OCL (qui devra être analysé), et pourra s'avérer un handicap dangereux pour l'ensemble du mouvement avec lequel nous sommes impliqués et dont le journal était un des lieux d'expression/confrontarion:

– au vu de la conjoncture qui se dessine : montée des luttes collectives/répression individualisée,

– au vu du nombre d'organes de presse qui nous sont favorables... et vu que la presse libertaire elle-même, suffisamment faible déjà, ne peut se permettre de se réduire encore.

Que faire d'un quinzomadaire s'il est sans analyse, s'il est vide pour certains, ou à l'inverse encore trop théorique pour d'autres ? En le relisant, on constate qu'il n'est ni l'un ni l'autre, et parfois les deux selon les numéros, au contenu peut-être pas encore diversifié par les sujets qu'il traite, en oubliant par ces « critiques » la façon dont est conçu le journal, reflet de quelques groupes ou individus qui tentent de l'investir selon leur pratique ou préoccupation théorique. Les auteurs de ces « critiques » s'interrogent-ils parfois sur leur propre investissement vers le journal ou ne serait-ce là que l'alibi où s'abrite le lecteur/consommateur de FL ? Certes, le contenu peut ne pas correspondre à nos interventions directes, à l'actualité immédiate qui nous entoure ; les problèmes traités ne « collent » pas toujours à la réalité que nous cotoyons quotidiennement ; aussi, plutôt que de juger de manière extérieure, tentons-nous d'y remédier en traitant nous-mêmes les rubriques que l'on souhaiterait y trouver.

« Libération » est devenu ce qu'il est et nous coince. Nous avons besoin de « ses » infos, « ses » contre-infos, et des moyens rapides qu'offre sa parution quotidienne. S'il s'est fait sur un investissement militant, il tient pour une large part aujourd'hui à notre passivité (malgré nos critiques pures et dures envers lui), et il nous est peut-être plus facile de sortir nos deux francs quotidiens que de tenter autre chose par nous-mêmes.

Pour FL, la passivité en chacun de nous y trouve aussi son refuge. La plupart du temps, nous restons lecteurs(trices)/consommateurs (trices). On attend d'un FL à l'autre, passivement (tous nous avons nos raisons-alibis) que le prochain FL soit « chouette », « intéressant ». Mais une fois de plus, camarade-consommateur, tu es déçu. Il est VIDE ! ININTÉRESSANT ! Méprisant en cela ceux et celles qui tentent de s'y investir, d'en faire un outil de lutte (débats, infos, etc.), mais n'étant « capables » que de « te faire » un journal que tu jugeras « vide ou ininteréssant ». Et de là à : « Vous comprenez pourquoi je refuse de le diffuser », le pas est souvent fait. Aussi, camarade-consommateur, ce vide, ce n'est peut-être pas que celui du journal, c'est peut-être aussi le TIEN/NOTRE.

FL peut et doit être viable. La « critique » ne doit pas

conduire au mur des lamentations (sauf si c'est pour y vendre FL). Il est un lieu de débats, de confrontations ouvert au mouvement libertaire-autonome : débats dans les numéros passés sur l'autonomie, le syndicalisme, l'organisation... Certes, ces débats ont pu paraître incomplets, durs, emmerdants pour certains. N'étaient-ils pas importants, et aussi quotidiens pour ceux qui y sont impliqués ? Ces débats ont montré aussi que FL n'était plus le « journal de OCL », mais pouvait devenir de façon concrète un outil de lutte pour tout un mouvement, une structure permettant la confrontation et l'expression des différentes composantes de ce mouvement. C'est en cela que le problème de FL doit être abordé par tous ses lecteurs(trices) et non par les seuls militants(tes) de l'OCL.

Nous devons à travers ce débat tenter de renforcer le FL, voir comment le dynamiser, en faire un outil utile et plus efficace pour une intervention plus offensive. L'actualité nous démontre chaque jour ce besoin et le « lien » que pourrait être FL : renouveau des luttes collectives et intensification d'une répression plus forte et individualisée de la part du pouvoir, décomposition du gauchisme au profit d'une mouvance anti-autoritaire, auto-critique de composantes autonomes,

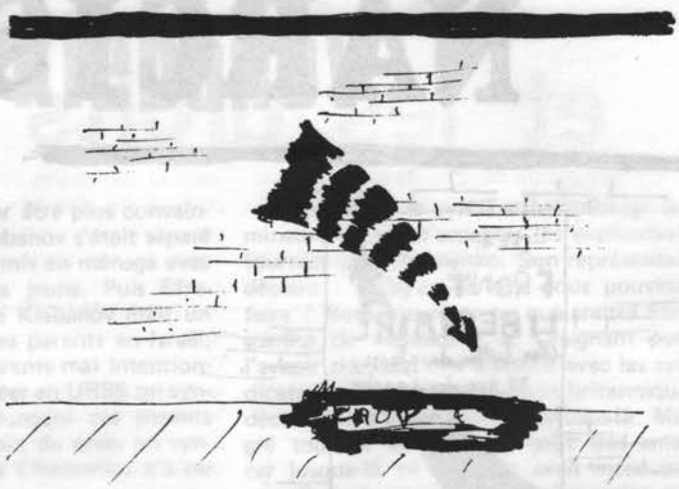
tentatives de coordination à des fins d'efficacité des groupes ou individus libertaires, etc. Au moment où le pouvoir tente de plus en plus de nous (libertaires/autonomes) neutraliser, nous devons aiguiser nos armes, et le FL peut en devenir une efficace si on veut s'en donner les moyens.

Si la participation au contenu s'avère importante, celle de la diffusion ne l'est pas moins. « FL ne se vend pas », diront certains, et d'autres « prouvent », par leurs ventes, le contraire. L'investissement à la vente du journal est liée à l'avis, au jugement que l'on peut lui porter. On le diffuse ou pas selon « nos » critères, « nos » valeurs sur le numéro paru ou sur tel article s'y trouvant. On est « complexé » face aux autres militants avec FL ; « on n'ose pas ou plus » et on en arrive, par les non-diffusions à « censurer » le journal et donc les articles écrits par d'autres, et à les juger à la place des « lecteurs » à qui nous le diffusons. Et rares ont été ceux qui ont porté la critique dans le FL lui-même.

Nous ne voyons que deux façons de régler les problèmes de FL :

— envisager sa disparition car il ne nous est plus d'aucune utilité, ne correspondrait plus comme moyen d'expression... et dans ce cas, nous espérons une argumentation réelle ;

— envisager sa continuité et, par le débat, concevoir son contenu' son orientation, et la prise en charge en vue d'une efficacité réelle.



De toute manière, seul un débat réel de l'ensemble des lecteurs(trices) sur le journal éviterait que ce soit aux seuls militants(tes) de l'OCL de décider.

OCL-CAEN

autonomie ouvrière...

Prenant acte que la propagation des idées ne peut plus se passer d'un minimum d'expression écrite, il me faut, à la lumière de quelques lectures, faire le point sur quelques ambiguïtés (J. Caroux, J. Baynac, A. Touraine, etc.).

Celle contenue d'abord dans le concept d'autonomie ouvrière ou prolétarienne. Maîtres-mots que ceux-là ! L'autonomie ouvrière, historiquement, qu'est-ce que c'est ? Formée d'éléments étrangers à la société industrielle capitaliste, elle s'est en partie constituée dans le monde du corporatisme féodal. Elle n'est pas seulement le produit des contradictions internes de la société capitaliste. La résistance ouvrière à l'industrie capitaliste s'est d'abord opérée à partir du métier. Cela paraît bien loin aujourd'hui. C'est pourtant transparent dans la lutte des sidérurgistes par exemple : conquête peut-être du contrôle pluridimensionnel de l'univers productif à défaut de la possession des moyens de production, mais aussi fierté des grands hauts-fourneaux rentables. La fin de la société industrielle fait que les conflits dans l'entreprise n'expriment plus les luttes des nouvelles générations de travailleurs salariés qui remettent davantage en cause les pouvoirs de tous ordres.

Je poursuis en reprenant le débat du numéro 104 de F.L. : De la résignation à l'offensive... le repli sur la famille ou la cellule conjugale, le retrait de l'univers professionnel par l'absentéisme ou la soumission dans le travail, la dispersion dans la consommation — faits marquants actuels — ne sont pas forcément une résignation, une intégration blasée, mais peuvent être perçus comme une parade. Cette démobilisation sociale est surtout un refus de mobilisation politique, une remise en cause des pouvoirs par l'indifférence. Il faut reconnaître dans cette non-action, l'action de classe des nouveaux acteurs sociaux sans identité sociale. On ne va pas pleurer avec les politiciens du discrédit de la politique. Cette non-action offensive pose efficacement le problème du rapport de la société civile aux pouvoirs, dans leur prétention à la couvrir dans son ensemble.

Quelques prolongations... Dans les sociétés marchandes précapitalistes, la tradition culturelle rendait naturelle la division sociale : interprétations mythologiques, religieuses, cosmologiques... du monde. Celles-ci ont cédé peu à peu le pas aux sociétés industrielles capitalistes qui se sont acharnées à prendre leur place. En sécularisant leur enracinement culturel : démithisation profitable, pas seulement à leurs yeux... en atomisant le corps social par l'industrialisation et l'urbanisation à outrance. Leur problème étant de légitimer la division sociale, sans plus s'y prendre de manière naturelle, leurs contradictions ne le leur permettant pas. Dans ces conditions, l'autonomie ouvrière n'est plus que de transition : plus de références traditionnelles, mais maintenance du travail comme maîtrise de l'univers professionnel. Le concept, même transformé en autonomie prolétarienne, paraît, par certains côtés, comme une sorte de fossile vivant de l'univers social pré-industriel. Reste celui d'autonomie.

Comment le qualifier ? Nous vivons dans une société de rapports de classes, sans classes réelles visibles, dans une société invisible (A. Touraine). La négativité est au cœur du processus social comme seul moyen actuellement envisagé de contourner la domination. La dissociation entre l'univers de production et celui de la consommation aboutit à la mort des identités sociales. Le seul projet de consommation vide de tout contenu les relations, les individus mêmes : la vie n'est plus faite de conversations, de visites, de sorties, de promenades, de liens de voisinage... Il faut renoncer à chercher un groupe qui serait porteur des principes de changement, possesseur des règles de reconstruction d'un autre système social. Si le mouvement moderne est essentiellement individualiste, par suite de l'atomisation du corps social, la revendication d'autonomie ne doit pas déboucher sur l'individualisme, trop soucieuse de notre individualité et de l'autoritarisme de notre conscience, encore peu éveillée.

Une autonomie qui ne se réfère pas à un groupe social par suite de la perte de son identité, qui ne soit pas non plus individuelle, telle est notre gageure. Il importe pour nous, dans un premier temps, si l'on veut respecter le mouvement social et son refus actuel de la mobilisation politique, au sens classique, d'accorder davantage de place à la subjectivité de chacune et chacun d'entre nous, d'accepter de vivre dans une condition éclatée, d'aider l'individu à vivre. C'est une remobilisation sociale qu'il s'agit d'entreprendre en premier lieu. Si nous voulons nous situer juste, réenchantons le monde... En plus de la crise sociale qui a révélé sa profondeur en 68, il y a la crise économique. Cela change tout. C'est une nouvelle période de luttes qui peut s'ouvrir, sortie de la revendication politique économique exclusive. Des luttes existentielles, pour vivre tout simplement.

C. — Soissons

SNCF : quelle voie ?

ILS N'AURONT PAS NOS TRAVERSES ET NOS TIREFONDS TRAVAILLONS CHEMINOTS

7 mars : une grève puissante, du jamais vu chez les cheminots. Au-delà de cette grande grève c'est l'accord de tous les sept syndicats, ce qui démontre le flou dans la nature des revendications ce jour-là : le thème non au contrat qui d'ailleurs a été signé, comme le disait un cadre. S'il y a eu une unité, c'est parce que tous les syndicats défendent leur Maison. Vive la grande famille ; le mot d'ordre à l'ordre du jour est : « Ils n'auront pas nos traverses et nos tirefonds ».

Au-delà de ce contrat, que devons-nous avancer ?

Face au problème du démantèlement et surtout quel service public ? et au service de qui ?

Un débat doit avoir lieu avec l'ensemble des cheminots libertaires (OCL, UTCL, FA, CNT). Il serait déjà important de savoir où notre petit monde se situe exactement et quelles propositions d'action avancer.

Les syndicats appellent à la défense de notre statut et de nos intérêts acquis. Il y a lieu de se poser des questions nous-mêmes sur ce thème. Cette question est vaste ; il est vrai que l'on nous a bourré le crâne depuis que la SNCF existe, sur la sécurité de l'emploi, le corporatisme, le paternalisme de la plupart de nos cadres, le logement SNCF, notre propre police parallèle (surveillance générale).

Intérêts acquis... cela veut-il dire que l'on doit conserver notre carte de circulation gratuite, alors que notre combat doit être d'imposer et de lutter pour la gratuité pour tous ? Intérêts acquis, cela veut-il dire payer de grosses cotisations à la Caisse de prévoyance où notre liberté c'est d'aller voir notre médecin patronal attitré...

Aujourd'hui, face au démantèlement du service public, ce sont les collectifs, dans les différentes régions, villages, villes qui doivent s'opposer à la fermeture des gares. Ce sont les cheminots qui peuvent s'y opposer en imposant l'arrêt des trains dans ces gares : le mécanicien s'arrête ou bien l'agent circulation ferme les signaux (chez les copains agents circulation, sans le faire volontairement, les dérangements de signaux ça peut se créer...).

Partout ces collectifs doivent imposer le mot d'ordre : à service public, service gratuit. Nous mêmes, cheminots, devons dénoncer ces contrôles répressifs et demander immédiatement la dissolution des groupes de contrôle renforcés (GCR) et des brigades anti-fraude (BAF), véritable gangrène de la SNCF. L'État a ses flics, nous, à la SNCF, on a des flics et les BAF.

Ça c'est une manière active de s'opposer au démantèlement ; ce débat n'est pas clos et l'imagination ne doit pas être limitative.

ON A MANIFESTÉ ILS ONT SIGNÉ

7 mars, 10 heures : 2.000 cheminots à Paris à la manif traîne-savates des syndicats, une petite promenade de santé sur le bouvevard Saint-Germain ; objectif : le ministère des Transports. Au bout de huit cents mètres, l'enterrement s'arrête, les garde-mobiles barrent le boulevard, nos chers petits cadres qui étaient en tête sont bousculés par une petite masse de cheminots qui semblaient vouloir aller plus loin et se débinent en vitesse. Quelques pontes de la CGT commencent à être débordés et sont coincés entre ceux qui poussent et les flics. Ils sont visiblement outrés que des cégétistes veuillent aussi forcer le barrage des flics. Après quelques bousculades, coups de matraques, une voiture est lancée sur les flics, on s'aperçoit alors que tout le monde a disparu à l'appel de dispersion ; Lutte Ouvrière (LO) et UTCL comprises, nous laissant ainsi une centaine (CGT, CFDT, non syndiqués) face aux flics devant, et la circulation derrière. Là, nous nous replions aux cris de MAIRE, SÉGUY, TRAHISON, TOUS AU 88 (siège de la direction), décidés à investir la direction. Arrivés au 88, une première grille est défoncée, des pierres et des bouteilles jetées sur les quelques personnes se trouvant derrière. Visiblement la partie était perdue, alors que notre objectif était juste. Abandonnés par les raclures syndicales et certains révolutionnaires, on s'est séparés en se disant que la prochaine fois on s'organiserait et que ce serait dur.

7 mars : 18 h 30 : Le contrat est signé. Sans commentaires.

L'Amicale des Cheminots
défonceurs de grilles

MISE AU POINT PAR RAPPORT AU « RAIL ENCHAINÉ »

Les copains UTCL qui ont sorti un tract « Rail enchaîné » lors de la manif du 7 mars : Sabordez-vous pendant qu'il est encore temps.

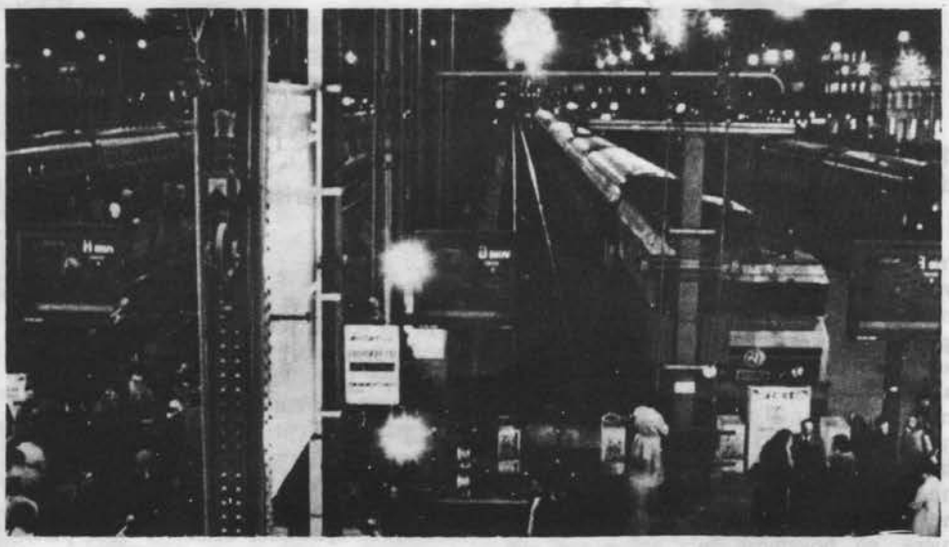
Je ne tiens pas à faire de polémique personnelle, mais il serait dangereux que vous continuiez à vous approprier le titre d'un canard qui avait suscité pour moi et bien d'autre l'émergence d'un pôle autonome au sein des cheminots. Ce canard était à son départ un journal large et de débat, et non la feuille de chou d'un groupuscule tel le tract signé UTCL lors de la manif du 7 mars. Il est étonnant d'ailleurs que le débat n'ait eu lieu qu'avec ma seule personne après sa distribution : « on est connu ou pas ». Il a bien fallu que je réponde ; pour les camarades de la CGT-PC leur problème était : « tiens, tu changes d'organisation comme de chemise ». Enfin, on les laisse à leur sérieux. Pour les autres inorganisés, on a bien été obligé de se défendre et de casser du sucre sur votre dos. Réflexions de certains : « Vous auriez signé votre tract : syndicat machin, c'aurait été du pareil au même » ; un autre : « Vous aviez copié sur la Taupe ». Enfin il est clair que cette misère textuelle n'a pas enthousiasmé une partie de la masse.

La fin du tract est la meilleure : on écrit « Vive la révolution », mais on appelle à la dispersion, comme les syndicats, boulevard Saint-Germain.

Non, les amis, vous êtes sur la mauvaise pente : le Cheminot de France vous ouvre ses colonnes, la Fédération distribue des bons points.

PS – Le « Rail enchaîné » a vécu, a été sabordé. Alors laissez le mort.

Serge (je signe car cela n'engage que ma personne, ayant été à l'origine de ce canard).



Un bulletin de liaison de cheminots libertaires va paraître incessamment : Pour tous contacts cheminots écrire à BARBEILLON, BP 52 - 59240 Dunkerque. Si les copains cheminots libertaires sont prêts à vouloir un débat : faire offre de service au journal qui transmettra.

PTT AFFRANCHISSONS

Les centres de tri parisiens sortent d'une grève qui a abouti sur un échec total. Pourtant, la situation aux PTT n'est pas loin d'être explosive, et ce, malgré les conséquences de l'échec de la grève de 74, malgré le découragement qu'ont entraîné les élections de 78. Comment se fait-il que les grèves locales n'arrivent pas à déboucher sur un conflit d'ampleur nationale ? Quelle sera l'étincelle qui fera déborder le vase ? Quel combat les révolutionnaires peuvent-ils mener ? Comment résoudre le problème des luttes dans le secteur public qui touchent aussi bien les autres prolétaires que les patrons ? Le texte qui suit n'entend pas résoudre toutes ces questions, il se veut seulement une tentative pour mieux comprendre ce qui se passe aux PTT, pour mieux préparer les futures luttes.

1. La situation : deprime générale

La grève de 74, les élections de 78 marquent encore les esprits. En effet, devant l'évidence de l'inefficacité des journées d'action et des pétitions en tous genres, on s'était mis à espérer dans la « grande grève » (comme on dit). Celle-ci a débouché sur un échec. Puis la grande majorité a cru à la grande mascarade de mars 78 ; re-échec. Si bien que maintenant, la seule chose qui soit certaine, c'est qu'on ne sait plus. On sait assez bien ce qu'on ne veut plus : les grèves de 24 h (la dernière, en novembre, n'a été suivie que par moins de 20 % des travailleurs et des travailleuses), on signe toujours les quelques pétitions en gromelant « de toute façon, ça sert à rien », et on rêve d'une action, une vraie, une qui marchera ; pour une fois, ça nous changera un peu. Alors on parle comme ça de plus en plus mais encore du bout des lèvres, de sabotage, de service gratuit, avec occupation et tout et tout; mais le cœur n'y est pas.

C'est qu'aujourd'hui, on ne se lance pas facilement dans une grève, car les fins de mois sont de plus en plus dures et on n'a pas envie de refaire la même chose qu'en 74 pour des prunes. La solution individuelle se répand sous la forme de l'absentéisme dans des proportions inquiétantes pour l'administration, à tel point qu'elle tente de mettre au point une sorte de super-contrôle médical pour ceux et celles qu'elle qualifie elle-même de « récidivistes ». A part ça, on se fout de plus en plus du boulot stupide qu'on nous fait faire, la répétition de gestes automatiques, ça a son charme pendant cinq minutes, après, hein, bof ! Le vieux truc du service public ne marche guère que chez certains/nes syndicalistes attardés/es. Dès qu'on arrive au travail, on n'a qu'une envie : prolonger le plus possible les pauses et se barrer de ce lieu sordide où on crève d'ennui avec tous ces chefs sur le dos... qui sont là à vous faire chier à longueur de journée..

2. Les caracteristiques des grèves

C'est dans ce contexte d'ennui et de ras-le-bol que se déclenche parfois une grève. Le scénario est très souvent le même, avec les nuances propres à chaque centre : un inspecteur TROP arrogant, ou des conditions devenues TROP pénibles, et c'est parti, souvent au niveau d'un service, rarement au niveau d'un centre, puis ça s'étend à tout le centre. Grève dure, avec occupation, grève immédiate, assemblée générale, les syndicats balancent leur plateforme et on s'installe dans la grève en attendant que « les autres » suivent, ne serait-ce que par solidarité. Seulement « les autres », y suivent pas (exception faite de la dernière grève des centres parisiens). Les flics interviennent, toujours pas de réaction des « autres », puis tout rentre dans l'ordre, sans avoir rien obtenu, alors on retourne au boulot avec, en prime, l'aigreur qui succède aux échecs.

3. L'attitude du pouvoir

La société capitaliste se restructure, cela signifie, au niveau des PTT, une adaptation aux nouveaux besoins des sociétés multinationales. Dans cette tâche, le gouvernement a un rôle essentiel qu'il applique scrupuleusement. Quand on s'appelle Raymond Barre, et qu'on conseille vivement aux chefs d'entreprises de ne pas céder aux revendications, c'est pas pour fléchir devant ses propres employés. La restructuration des PTT ça signifie clairement une augmentation de la productivité, donc une compression d'effectifs, une accélération des cadences, un renforcement de la discipline ; le « lâchage » des secteurs rentables aux multinationales, notamment pour ce qui concerne les télécommunications (téléphone, télex), l'autonomie des différents secteurs de l'entreprise par la séparation postal/télécoms, l'automatisation et la mécanisation à outrance ; la mise en place de technocrates fraîchement sortis des écoles à des postes de responsabilité élevés, afin de faire des PTT une société compétitive, en sacrifiant le secteur postal qui n'est plus adapté aux besoins d'une société capitaliste « moderne et résolument tournée vers l'avenir », à tel point qu'il faut plus longtemps à une lettre pour traverser la France, aujourd'hui qu'au début du siècle (et la situation va encore s'aggraver). Malheur à ceux/celles qui n'auront ni téléphone ni télex en 90 ! Et le rouleau compresseur continue sa marche, imperturbable. « Y'en a qui sont pas contents ? – Quelques compagnies de CRS et le tour est joué ! ». Tant que ça marche, pourquoi elle se priverait, l'administration. Il n'est plus question pour elle de négocier quoi que ce soit. « C'est l'progrès qui veut ça, on n'y peut rien ! »

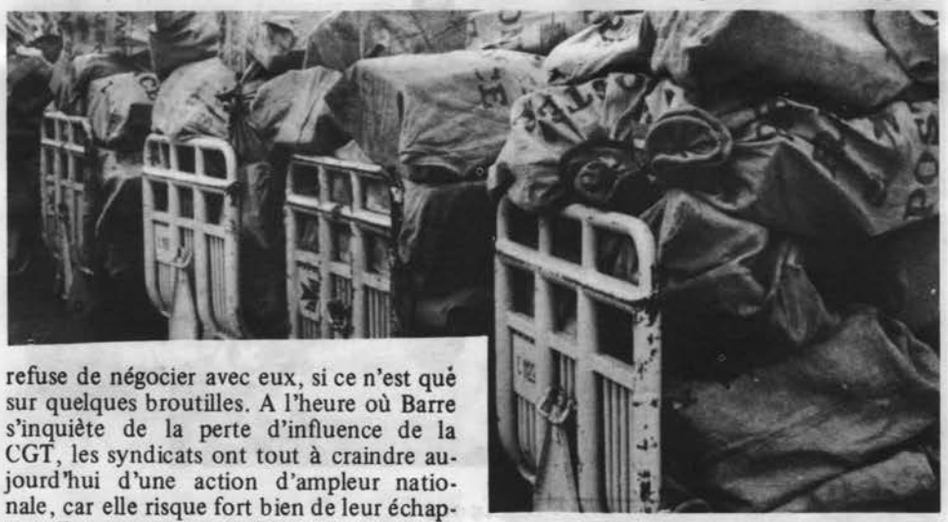
Ainsi, on se rend compte de plus en plus qu'il sera très difficile de faire reculer l'intransigeance d'une administration et d'un gouvernement qui a décidé une fois pour toutes de ne rien faire qui mette en péril la restructuration capitaliste, quitte à affronter des grèves dures en utilisant tous les moyens répressifs à sa disposition. L'attitude de la grande majorité des employés/ées des PTT semble d'ailleurs l'encourager dans cette voie puisqu'il peut envoyer systématiquement les flics contre les grévistes sans que l'esprit de solidarité joue, comme c'était le cas il y a peu de temps encore. Cependant, jusqu'où le gouvernement pourra-t-il aller ? A partir de quel moment les employés(ées) des PTT n'accepteront plus de supporter une telle politique ? Bien malin qui peut le dire aujourd'hui.

4. L'attitude des syndicats

Ce sont peut-être les seuls dans les PTT à ne pas évoluer. Institution dans

NOUS NOUS MÊMES

l'Institution, les syndicats, malgré des déclarations parfois fracassantes, ne sont pas décidés à céder un pouce de leur pouvoir. Et s'ils en perdent face aux patrons, ils se rattrapent assez sur nous. Ils sont désormais devenus des maîtres dans l'art du saucissonnage des luttes en évitant toute extension qu'ils ne contrôleraient pas et en lançant des semaines d'action bidons. Allant même jusqu'à saboter les grèves comme lors de celle des centres de tri parisiens où ils s'opposaient souvent aux décisions des assemblées générales lorsque celles-ci voulaient la grève, répandant de faux bruits dans les centres qui n'étaient pas encore en lutte, en prétendant que la grève était ultra-minoritaire. Quelques exemples à ce niveau sont significatifs : A PLM, la CGT s'oppose à la grève, à Toulouse, elle s,oppose aux assemblées générales, à Inter-Archives, aucune information sur ce qui se passait dans les tris, faux-bruits concernant le pourcentage des grèves : à peine 20 %, disaient-ils. Refus de développer l'action parce qu'ils en préparaient une autre, la leur, pour la fin du mois de mars, etc. etc. Et on les comprend, les pôvres. Ils sont complétement démunis face à l'attitude de l'administration qui refuse de négocier avec eux, si ce n'est que sur quelques broutilles. A l'heure où Barre s'inquiète de la perte d'influence de la CGT, les syndicats ont tout à craindre aujourd'hui d'une action d'ampleur nationale, car elle risque fort bien de leur échapper. Il ne s'agit pas de se leurrer sur leur perte d'influence. Ils sont encore bien puissants, mais petit à petit, leur crédit de confiance s'effrite.



Au fil des grèves, les idées d'action directe et d'autonomie font leur petit bonhomme de chemin, et même si c'est pas pour demain, ils ne peuvent se permettre de courir le risque du débordement. Et l'administration le sait bien. Tant qu'ils contrôlent la situation, elle n'e pas trop de souci à se faire. C'est pas la semaine d'action de la fin du mois qui va empêcher la restructuration des PTT, à mains que les travailleurs(euses) ne s'en laissent plus conter et décident d'agir directement et contre les syndicats, s'il le faut... et il le faudra sûrement.

5. Autonomie des luttes et action directe

Quant on connaît les moyens matériels et militants dont disposent les syndicats, on ne peut que conclure, à la lueur de la dernière grève, qu'ils ne veulent pas d'un affrontement général contre le pouvoir. Quand on sait qu'ils opposent leur semaine d'action aux postiers en lutte, on ne peut que conclure que leur stratégie n'est pas la même que celle des prolétaires. Mais tant qu'on se contentera de critiquer les syndicats, tant qu'on pleurnichera, comme le font les gauchistes, pour qu'ils fassent des choses qu'ils refusent de faire, bref, tant qu'on s'illusionnera sur nos possibilités d'obliger les syndicats à..., il ne se passera rien. Car leur politique n'est pas la nôtre, car leur but est bien plus de maintenir leur pouvoir sur nous que faire plier le patron. Ce qu'a démontré, une fois de plus, la dernière grève, c'est l'aspect IMPÉRATIF d'une action autonome des travailleurs(euses), c'est notre capacité d'établir des liens directs entre les centres ; c'est d'apprendre à se passer des syndicats (et cela est très difficile – pour ne pas dire impossible – en dehors des luttes) à s'organiser par nous-mêmes, sur nos propres revendications, nous ne pourrons qu'être à la traîne des syndicats. L'action des révolutionnaires qui consiste à faire pression sur les directions syndicales, n'est qu'un combat perdu d'avance dans la mesure où ils n'ont pas les moyens de leur politique et où, loin de permettre le développement autonome des luttes, ils permettent au contraire un renforcement de l'encadrement syndical, puisqu'ils y participent et créent ainsi l'illusion d'une action syndicale au service des travailleurs(euses), sans compter sur la dose de compromis qu'impose la présence, dans un même groupe organisé, de révolutionnaires et de réformistes, compromis qui se terminent toujours au bénéfice de ces derniers, car ils sont soutenus par des syndiqués(ées) dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils sont loin d'être révolutionnaires, du moins pour ce qui concerne leur grande majorité.

La coordination des révolutionnaires est indispensable, surtout dans une entreprise comme les PTT où rien ne peut se faire au niveau local, où chaque conflit a une portée politique de par le fait que notre patron est l'Etat et de par le rôle que joue cette entreprise dans le fonctionnement de la société. Cette coordination doit se donner pour but de contrer toute tentative de subordination des luttes aux intérêts partidaires ou syndicaux qui sont contraires à ceux de la classe à laquelle nous appartenons. La grève des centres de tri parisiens, la grève des sidérurgistes, celle des assurances, montrent l'impasse des révolutionnaires qui militent dans les syndicats, dans la mesure où ils n'ont pu empêcher ceux-ci de faire ce qu'ils ont voulu pour ce qui concerne l'essentiel. Mais elles ont montré aussi qu'il ne suffit pas qu'existe une coordination autonome pour que les prolétaires agissent de façon autonome. Nul ne peut décider à la place des autres, et tous les programmes revendicatifs n'y changent rien. L'action de la coordination autonome des révolutionnaires doit permettre que s'exprime l'opposition au mythe syndical et légaliste qui nous entraîne d'échec en échec pour le plus grand bien du patronat.

Reste que l'action dans le secteur public pose un problème supplémentaire qui demeure entier : une grève dans les PTT, par exemple, touche aussi bien les prolétaires que les patrons, n'empêche pas le téléphone de fonctionner (de plus, les grosses sociétés ont le télex). De plus, ce genre d'action nous coûte très cher et risque de nous opposer aux usagers. C'est pourquoi il serait bon d'envisager dès maintenant d'autres idées plus efficaces, telles que le fonctionnement gratuit du téléphone et du courrier, le sabotage pour les grosses sociétés, bref, des actions qui coûtent du fric à l'État, aux patrons, mais qui ne nous coûtent rien et permettent une solidarité effective, basée sur une communauté d'intérêts de la part des petits usagers. Le problème cependant de cette forme d'action reste qu'elle n'est applicable qu'à un niveau national. Mais comme de toutes façons les solutions possibles aux PTT se décident également à un niveau national...

Et voilà bien le débat qui peut, peut-être aujourd'hui débloquer une situation très tendue : se donner les moyens d'une lutte autonome, basée sur la démocratie directe et l'action directe. Vaste programme, comme dirait l'autre ! Mais ça vaut peut-être le coup de l'étudier de près, à condition de ne pas se prendre pour les nouveaux maîtres à penser de l'action sociale, mais en portant le débat avec tous les travailleurs(euses) qui partagent notre exploitation.

En conclusion, je préciserai que, plus qu'un texte définitif il s'agit là d'une contribution d'idées sur les questions qui se posent à nombre d'employés(es) des PTT, et plus largement des secteurs publics, et il serait intéressant que d'autres camarades de ces secteurs (SNCF, RATP, EDF) donnent leur opinion là-dessus. Bien des points restent en suspens, d'autres sont à affiner. Ils le seront, n'en doutons pas.

Un militant OCL des PTT
Groupe OCL-Paris-Nord

LES MERVEILLEUX FO
ET LEUR DROLE

Les récents événements tels que les déclarations de Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux questions juives sous le gouvernement de Vichy, et l'apparition dans plusieurs villes de meetings de l'Eurodroite, ont excité toutes les sortes de démocrates qui existent. Et une fois de plus, on a pu constater « l'alliance tactique » dedits révolutionnaires avec la gôche « démocratique » et la droite « libérale » pour sauvegarder à tout prix « notre » sainte démocratie contre le péril fasciste. Il est encore plus malheureux et résulte d'un flou théorique souvent constaté que les anarchistes (que leur passé aurait dû instruire : mai 37 à Barcelone) participent à ce genre de mascarade, prétextant également le racisme et l'anti-sémitisme, ainsi que le « danger que s'installent de tels groupes dans la région ». Ainsi, en se contentant de ne voir que les pratiques un peu plus salissantes qu'ont les régimes ou les groupes d'extême-droite, les gauchistes (qu'ils soient anarchistes, trotskystes ou maoïstes) rejettent tout argument visant à constater que l'anti-fascisme a été utilisé et l'est encore pour substituer les intérêts économiques et politiques du capital aux objectifs révolutionnaires que la classe ouvrière peut avoir, et ceci pour ne pas céder à un « intellectualisme » ou « parce qu'il faut quand même faire quelque chose ».

Cette mystification s'appuie sur la défense des « droits démocratiques » qui ne sont en fait que des miroirs pour soutenir/accepter une des formes du capitalisme que certains appellent une « étape nécessaire vers le socialisme » et substituent de fait à l'antithèse historique prolétariat/bourgeoisie, celle de fascisme/démocratie.

Fascisme ou capitalisme ?

Une des confusions qui consiste à dire que le fascisme est un système économique particulier avec un mode de production spécifique, est une aberration de plus. Ainsi le fascisme recouvre une réalité historique bien précise, celle des régimes instaurés par la bourgeoisie en Italie et en Allemagne dans la période de l'entre-deux guerres. Ce sont des pays industrialisés, arrivant tard sur le marché mondial et ayant subi une défaite humiliante dans leurs tentatives impérialistes, et de ce fait, qui essaient de préparer leur revanche en pleine crise économique mondiale.

Ce n'est en aucun cas un nouveau mode de production et il n'a d'ailleurs pas le monopole de la violence contre le prolétariat. Il reste basé sur la réalisation du profit et l'accumulation du capital. C'est pour cela qu'il intervient au moment du ralentissement de la réalisation de la plus-value et c'est donc pour défendre ses intérêts qu'il tente, par une politique impérialiste accrue, de s'emparer de débouchés extérieurs voisins. Le capital peut, notamment, résoudre sa crise en écrasant d'une part le prolétariat en lutte, et d'autre part en réalisant une importante production de guerre et de grands travaux. Ce qui lui permet entre autres de contenir la montée du chômage et de favoriser le renforcement de concentrations industrielles, ceci pour l'élimination des petites entreprises

« La douceur des régimes démocratiques »

Cette lutte contre les méchants nazis voudrait nous faire croire que la démocratie utilise des méthodes moins répressives et qu'il fait mieux vivre en France qu'en Argentine ou en URSS. Décidément, les démocrates ont une très mauvaise mémoire de ce qu'ils ont fait subir au prolétariat. Ainsi, citons à nos humanistes des exemples : les répressions sanglantes contre l'insurrection ouvrière de Berlin en 1919 par le gouvernement social-démocrate Ebert-Scheidmann et le chef des « corps francs », Noske.

– Contre l'insurrection des ouvriers polonais de décembre 1970, c'est le très « anti-fasciste » Parti Ouvrier Polonais qui a commandé aux milices et aux blindés de tirer sur les foules de manifestants.

– Et la construction du port de Dakar qui aurait coûté 15.000 vies humaines entre les deux guerres.

– Et en 1946, 80.000 « provocateurs fascistes » malgaches, comme disait le PCF au gouvernement à l'époque, payent de leur vie le peu de sympathie qu'ils ont pour l'Union Française.

– Et les bombardements sur Dress et Hambourg avec les bombes à phosphore, ordonnés par le démocrate Churchill....

Mais surtout, ce qu'ils essaient difficilement de nous faire oublier : la réalité de l'exploitation quotidienne par le travail salarié, la crise, le chômage, etc.

Diverses utilisations de l'anti-fascisme

Les arguments que peuvent avoir les révolutionnaires contre l'anti-fascisme ne se limitent pas aux critiques que l'on peut faire en général au « Frontisme », mais ont également à dénoncer les événements qui, dans divers endroits du globe, ont provoqué les plus grands massacres.

Ainsi, l'idéologie anti-fasciste a été dans le bloc occidental celle qui permit à la bourgeoisie la justification de la guerre de 39-45. Celle-ci étant nécessaire dans une période de crise économique mondiale, il fallait donc avoir « la confiance des travailleurs », tout en les exploitant plus. C'est pourquoi, pour réhabiliter la démocratie, on utilisa l'épouvantail de l'extrême-droite, qu'on balaya un peu plus tard parce qu'elle ne satisfaisait plus les exigences de l'heure. Et il suffit ensuite du Front Populaire pour rendre un merveilleux service à la bourgeoisie. D'ailleurs, Blum ne l'a pas caché : « C'est vrai, j'ai laissé occuper les usines, mais j'ai toujours gardé la maîtrise de la rue ». (Procès de Riom).

Moscou, à cette période-là, ordonnait déjà aux « communistes » de cesser toute propagande anti-militariste ; parallèlement aux préparatifs de guerre que l'on justifiait au nom des sacro-saintes « valeurs humaines » bafouées sous le nazisme.

Cette croisade démocratique que fut le charnier de 39-45 permit au moins d'allier tous les patriotes français (c'est déjà ça !), unis dans la résistance « anti-boche ». Qu'il Qu'il s'agisse d'anarchistes qui luttaient contre le « fascisme » ou de trotskystes pour le « triomphe de l'armée rouge ».

Fascisme....

Autre preuve de cette mystification, celle de son inefficacité à entraver, quelque peu que ce soit « la montée du fascisme ». Il n'y a qu'à voir l'arrivée des différents régimes d'extrême-droite qui « n'ont fait leurs atrocités » que parce que la démocratie leur avait facilité la tâche. Que ce soit en Italie où le gouvernement de Giolitta avec les syndicats socialistes a d'abord participé à la défaite des grèves et des occupations d'usines de 1920 – « la police et l'armée démocratique » participant de plus en plus ouvertement avec les « fascistes » qui s'attaquent aux grévistes. Et après avoir appelé les ouvriers à ne pas céder aux provocations fascistes et à faire confiance à l'« État démocratique », les socialistes

US ANTI-FASCISTES DE DEMOCRATIE

vont jusqu'à signer un « pacte de pacification », le 3 août 1921, avec les fascistes. Mussolini arriva après au pouvoir par les voies les plus légales et « démocratiques ». En Allemagne, malgré la combativité plus grande du prolétariat, mais que la social-démocratie sapa tout de même, Hitler arriva par la très démocratique « voie électorale » sans trop de mal puisque les « communistes, après avoir proposé en 1923 le Front Unique National au fascistes de Reventlov contre les armées françaises », demandaient qu'il n'y ait pas « d'actes violents et illégaux de la part des travailleurs », ainsi que la « défense de la démocratie ».

En Espagne, la grève insurrectionnelle du 19 juillet, face au soulèvement de la droite, est arrêtée par la gauche qui se charge de désarmer les travailleurs. Peu de temps après, la CNT, majoritaire à Barcelone, et le POUM demandent l'arrêt de la grève. En août, le journal parisien « L'Information » pouvait constater avec satisfaction : « Les autorités compétentes font des efforts en vue d'obtenir le désarmement des masses ouvrières non enrôlées dans les milices anti-facistes, et la militarisation de celles-ci ». Les quelques tentatives de la classe ouvrière pour regagner son autonomie (comme mai 37 à Barcelone) sont écrasées par l'Union sacrée des démocrates « car il ne faut pas rompre le front anti-fasciste ».

Au Chili, l'Union populaire avait déjà réprimé les grèves ouvrières avec l'armée ; Allende avait désarmé la classe ouvrière pour mieux défendre « l'État démocratique ». Et lorsque la droite fit sa première tentative pour prendre le pouvoir (attaque du palais présidentiel de la Moneda), Allende « convoqua le peuple » expressément pour lui demander de garder toute sa confiance aux forces armées et à ses officiers « loyalistes », faisant applaudir par la foule le nom des principaux d'entre eux, parmi lesquels Pinochet lui-même.

Une fois de plus, on peut constater que les véritables briseurs de luttes ont été d'abord ceux que les gauchistes glorifient de « partis et syndicats ouvriers » et que les facistes n'ont fait qu'achever ce qui restait.

Ce qui distingue le fascisme de la démocratie, ce n'est donc pas que l'un soit plus répressif que l'autre, mais que leur répression s'exerce par des moyens et dans des conditions historiques différentes.

Les différents prétextes

D'autres arguments voudraient nous sensibiliser au fait que les « libertés démocratiques » sont un bien si précieux qu'elles suffiraient à défendre la démocratie parce qu'elle les utilise. Si la bourgeoisie les emploie, ce n'est ni une faiblesse de sa part ni une « victoire des travailleurs », mais en général le fait que le prolétariat, en situation révolutionnaire, n'a pas utilisé pleinement sa force pour détruire le rapport le lie au capital, mais ne s'est laissé contenter que de réformes compensatoires (et encore !).

Quant à ce que prétendent certains gauchistes comme quoi ces « droits démocratiques » pourraient être utilisés au profit de la classe ouvrière, il faudrait vraiment en conclure que les gens au pouvoir ont des tendances suicidaires...

Il suffit de regarder ce que sont véritablement ces fameuses « libertés » pour voir que cette théorie est encore plus fumeuse.

Qu'il s'agisse de « la liberté de la presse et d'organisation » qui n'est permise que lorsque ça ne gêne pas trop l'État. Elles sont d'ailleurs vite réprimées en cas de lutte

ou. Démocratie .....

ou lorsque le contenu est une « incitation à la révolte » (par exemple le procès de FL pour le texte de mise au point des NAPAP — la « liberté syndicale » serait donc quelque chose d'indispensable. En tout cas, de l'UTCL[1] au CNPF[2], on en semble persuadé. Et ce sont d'ailleurs les représentants patronaux qui insistent sur la « nécessité d'une plus grande syndicalisation des masses ouvrières ». Mais il est peut-être inutile de démontrer aux lecteurs(trices) de FL le rôle d'encadrement qu'ont les syndicats (y compris ceux qui sont dits révolutionnaires). De nombreux textes l'ont d'ailleurs déjà suffisamment analysé[3].

— le « droit de vote ». Les élections et le vote ont toujours été pour le capital une des meilleures méthodes utilisées pour créer l'assistance et la délégation de pouvoir dans la classe ouvrière. Quelle chance de pouvoir choisir soi-même son propre bureau !

— et le droit de grève. Cette « autorisation » ne fait en général que reconnaître un état de fait puisqu'il n'est « cédé » que dans des moments très chauds pour mieux encadrer les luttes futures, en interdisant les grèves syndicales, les occupations d'usines par les ouvriers d'autres boîtes et les grèves mettant réellement en danger l'économie nationale.

Ainsi, tous ces « droits » n'ont rien, comme veulent nous le faire croire les démocrates et les gauchistes, de vraiment très subversif, sinon qu'ils permettent à la bourgeoisie de s'en servir pour mieux détourner une montée des luttes.

On a pu également remarquer ces temps-ci qu'on retournait à la mode des grandes exterminations (ça ou le disco!) telles qu'Auschwitz. L'époque est en effet aux « droits de l'homme » ; admirable passion du démocrate Carter qui, ne pouvant plus utiliser de campagnes anti-communistes puisque allié économiquement avec la Chine, va se servir des « valeurs humaines » pour taquiner l'URSS...

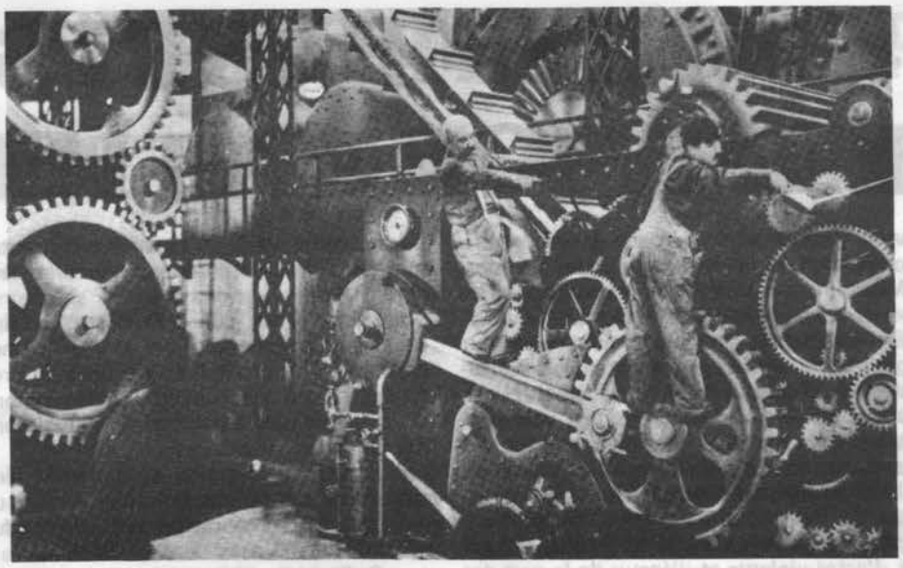
On va agiter alors l'anti-sémitisme qui reste le « grand alibi » de l'anti-fascisme, justifiant et cautionnant ainsi notre toute rose démocratie, qui nest pas tout à fait innocente dans l'extermination des Juifs puisque lorsqu'elle a eu la possibilité d'en sauver une partie, les « alliés » ont refusé parce qu'ils « ne savaient pas quoi en faire ». Ainsi : « En avril 1944, Joë Brand (un des dirigeants d'une organisation semi-clandestine des Juifs hongrois) fut convoqué pour rencontrer Eichmann qui était le chef de la section juive des SS. Et Heichmann, avec l'accord de Himmler, le chargea de la mission suivante : aller chez les Anglo-Américains pour ménager la vente d'un million de Juifs. Les SS demandaient en échange 10.000 camions, mais étaient prêts à tous les marchandages, tant sur la nature que sur la quantité des marchandises. Ils proposaient de plus la livraison de 100.000 juifs dès réception de l'accord pour montrer leur bonne foi. C'était une affaire sérieuse. Malheureusement, si l'offre existait, il n'y avait pas de demande ! Non seulement les Juifs, mais les SS aussi s'étaient faits prendre à la propagande humanitaire des alliés ! Les alliés n'en voulaient pas de ce million de Juifs ! Pas pour 100.000 camions, pas pour 500, même pour rien »[4].

Ainsi, le massacre des Juifs n'est pas le fruit des instincts pervers des nazis. Les Juifs sont donc le bouc émissaire que la petite bourgeoisie allemande se choisit, en plein marasme économique, pour reporter sur eux la cause de leurs malheurs, espérant ainsi pouvoir assurer leur propre existance. Si c'est sur eux que s'est reportée cette haine, ce n'est pas à cause de « leur nez crochu », mais parce que déjà, dans le système féodal, ils représentaient une tendance irrésistible du mercantilisme qui s'opposa à l'ordre social des paysans, artisans, hobereaux et clergé.

Une fois encore, ce n'est pas les idées (ou les impressions) qui font l'histoire mais essentiellement les conditions sociales et économiques qui, si elles étaient un peu mieux considérées, éviteraient que des révolutionnaires (ou ceux qui tentent d'en porter encore le label) ne se battent contre le fascisme ou des groupes d'extrême-droite parce qu'ils ont des pratiques racistes et anti-sémites, mais bien parce qu'ils sont une expression momentanée du capital.

Pratiquer le sauvetage de la démocratie contre le fascisme ne nous intéresse pas ; seule la lutte de classe, autonome par rapport aux structures d'encadrement que sont les syndicats, et débarrassée des mystifications comme l'est, par exemple, l'anti-fascisme, a une finalité révolutionnaire, c'est-à-dire, principalement, la destructiion du rapport social d'exploitation entre bourgeoisie et prolétariat qu'est le capital.

Des camarades GCL d'Aix-en-Provence



C'est toujours la même merde à détruire !

1. Union des travailleurs communistes libertaires.
2. Confédération nationale du patronat français.
3. Voir par exemple « Les communistes libertaires et les syndicats », brochure de l'OCL, « syndicalisme, capitalisme même combat », de Corale chez Spartacus, ou « Les syndicats contre la classe ouvrière » de Révolution Internationale.
4. Extraits de la brochure du Parti communiste international (bordiguiste) : « Auschwitz ou le grand alibi », (p. 15).

samedi anti-nucléaire à Nantes

A Nantes, samedi 10 mars, se déroulait une manifestation anti-nucléaire contre l'implantation de la centrale du Pellerin (25 kilomètres à l'est de Nantes). Après pas mal de manifs traîne-savates, une volonté de lutte directe s'est concrétisée ce jour, à la fois contre EDF, la Chambre de commerce, les CRS, que contre le service d'ordre du PS et de la municipalité qui voulaient faire de cette manif un tremplin pour les élections cantonnales.

Données du problème

Le Pellerin est le plus mauvais site du monde pour l'implantation d'une centrale : 437.955 habitants vivent dans un rayon de vingt kilomètres autour du site, rayon définitivement condamné en cas d'accident d'après le plan ORSEC-RAD.

Le nucléaire ne créera pas d'emplois dans la région, car les entreprises investissant dans le nucléaire le font à coups de centaines de licenciements dans les secteurs les moins productifs. Que représentent 1.200 emplois durant la construction, et 430 pendant le fonctionnement (25 ans), face aux 36.000 chômeurs en Loire-Atlantique, aux nombreuses fermetures et licenciements dans les entreprises qui travaillent en partie pour le nucléaire et à la disparition d'agriculteurs et de pêcheurs.

La Loire-Atlantique est loin d'être déficitaire en énergie, comme on veut nous le faire croire, et l'Ouest dans son entier ne le serait pas si EDF voulait utiliser l'énergie douce des marées et du vent.

Ce qui a été fait contre l'implantation

Jusqu'à la rentrée de septembre 78, les manifestations d'opposition ressemblaient plutôt à des grandes fêtes champêtres. Depuis septembre la tension s'est mise à monter, en même temps que le fossé se creusait entre organisateurs et individus farouchement hostiles à la centrale. Deux groupes donc :

– la FDSEA, le PS et la CFDT, les comités de défense de la basse-Loire qui veulent se contenter de manifs calmes et suivies ;
– les paysans travailleurs, l'OCT, les libertaires organisés ou non, qui sont conscients que s'opposer à la centrale veut dire s'opposer directement et violemment aux piliers du capital : la Chambre de commerce dont Régent, le président, est farouchement pour EDF qui est au service des patrons et non de la sécurité et de la qualité du service rendu aux consommateurs ; les boîtes d'intérim qui vont se faire leur beurre avec le chantier.

Cocktails et perspectives

Alors à la fin de la manif du 10 mars et devant l'arrogance du service d'ordre, 300 manifestants se sont dirigés vers le siège d'EDF, mais ont vite été arrêtés par un cordon de CRS qui ont aussitôt tiré des grenades lacrymogènes. Mais la plupart des manifestants sont restés après la première charge, contrairement à ce qui se passait autrefois. Il faut dire que pas mal d'opposants étaient venus avec des barres de fer, des boulons et des cocktails ;; pendant une heure ce fut une bataille bien menée entre manifestants et forces de l'ordre nucléaire. « Mais bien sûr, il a fallu finir par se disperser en cassant le peu qu'on pouvait faire, seul moyen pour exprimer notre rage, c'est-à-dire parcmètres, agences d'intérim, panneaux municipaux, vitrines de cabarets, voitures de sport, etc. », comme le disait un manifestant.

Il est indéniable qu'il fallait ce débordement et que ce qui a été fait ne peut qu'être approuvé, à moins que l'on se place carrément en faveur du profit, de la magouille et de la répression. Mais sachons bien que nous aurons à lutter d'une manière plus radicale, ce qui implique d'être fortement organisés pour agir efficacement face aux CRS.

Ceci implique :

– être disponible, non seulement pour les manifs dans notre secteur, mais également ailleurs,
– ne pas venir les mains vides, être entraînés par groupe,
– rester unis dans l'action et respecter les objectifs.

Anti-nucléaire résume tout le refus de ce que le capitalisme a de plus méprisant pour l'homme.

AGIR CONTRE LE NUCLÉAIRE, C'EST MONTRER SA VOLONTÉ DE SE LIBÉRER. LIBERTÉ A NOUS DE RÉUSSIR NOTRE COMBAT PAR TOUS LES MOYENS OU DE CREVER.. AVEC LES AUTRES !

Sympathisant OCL Nantes

LA PEUR SE RÉPAND DANS LES BEAUX QUARTIERS

Voici quelque temps, une camarade de l'OCL, employée de maison dans le 16ème arrondissement de Paris, s'est vue solliciter par sa patronne pour contresigner, en compagnie de celle-ci et de ses amies dames patronesses, une pétition adressée à Chirac, lui réclamant un renforcement des forces de police dans leur quartier. La copine a bien entendu refusé. « Mais vous comprenez, avec tous ces chômeurs, Saint-Lazare, Longwy, on ne dort plus tranquillement ! Ils 'occupent de St-Lazare mais pas de notre quartier ! Même que maintenant nous hésitons à prendre des domestiques immigrées, car ils se mettent à revendiquer comme les autres ! »

A la même période, une boîte dynamique de sécurité et blingages en tous genres distribuait le prospectus suivant :

Et pendant tout ceci, des jeunes bruyants passaient dans la rue : ce n'était qu'une manif royaliste !

C'est tout pour la chronique des beaux quartiers. On vit une époque formidable !

OCL
Catalogne Nord

LA MANIFESTATION DES FEMMES DU 8 MARS

Nous avons manifesté cette nuit du 8 mars... C'était pas triste, c'était pas gai non plus, c'était à l'image de cette routine que l'on sent dans les manifestations depuis quelque temps. A l'image aussi de ce « creux de la vague » que traversent les mouvements de femmes actuellement... et bien loin du désir des organisatrices que notre cortège bigarré se « rapproprie » – l'espace d'un instant et symboliquement – la nuit !

Si cela eut lieu, ce fut une fois la sono disparue, après avoir entonné l'hymne final de la dispersion, quand des groupes de femmes, formant des farandoles et se laissant aller à crier les mots qui leur venaient à l'esprit (contre le travail entre autres) décidèrent de continuer la manifestation, se heurtant pour cela, parfois violemment aux flics. Comportement incompris par des « anciennes » du mouvement pour qui, comme en Italie, les « nouvelles » étant plus « politiques », plus violentes, côté rue et côté cour, quoi !.. (cf. « Histoires d'Elles » numéro 4).

Sur quoi débouche ce constat ? Dans le mouvement français, sur rien pour le moment, si ce n'est le fait d'entériner une différence ; d'autres démarches existent : certaines femmes italiennes, Manuella Fraire par exemple (voir pour cela « L'Italie au Féminisme », recueil de textes sous la direction de Loise Vandelac, Editions Tierce, passionnant à lire) qui prend en compte l'interrogation de cette nouvelle génération de femmes pour essayer d'en dégager une possible transformation des luttes de femmes, ou encore la démarche des Cahiers du GRIF qui, dans leur excellent dernier numéro : « Où en sont les féministes ? », font part de leur décision d'arrêter leur publication, fruit des premières recherches et pratiques des mouvements de femmes, pour qu'autre chose se développe, de difficile à cerner pour le moment.

Pour revenir à ce 8 mars, j'ai retrouvé dans ce rassemblement nocturne des féministes trop de caractère « gauchiste », le plus évident étant la présence d'une sono scandant mots d'ordre et chansonnettes « pour le droit à l'emploi », « le droit à la libre disposition de notre corps », « le droit à la contraception et l'avortement pour toutes », vieux concert bien orchestré où peu de voix discordantes se sont fait entendre.

Sur ce point, deux critiques qui recouvrent deux aspect du gauchisme :

– centralisation qui ne fut débordée qu'en fin de manif (classique, n'est-ce pas ?) et à de rares moments : cassage d'un sex-shop avant République, et, ponctuellement, phrases drôles, incongrues et spontanées qui fusaient, mais vite étouffées, noyées...

– mystification d'une soi-disant manif du mouvement autonome des femmes (autonome par rapport aux organisations politiques mixtes) qui n'avait finalement comme expression que les mots d'ordre et demandes qui auraient pu être (et qui ont été en partie) ceux de la manif des femmes syndicales de l'après-midi : droit au travail, double journée demi-salaire... Et la critique du travail dans tout cela ? ... ou encore, demande de création de centres de contraception avortement « avec droit de contrôle des femmes » ; qu'est-ce que ça veut dire ? qui peut encore se faire des illusions sur ce fameux contrôle ? Et comment réussir à crier « Oui papa, oui patron, oui chéri, y'en a marre » sous de telle banderoles ?

Nous étions environ 2.000 de la mairie du 18ème à la République ; pas très nombreuses donc par rapport à la Belle époque du mouvement ! Joyeuses un peu de se retrouver rassemblées,... mais sentiment vite mitigé par cette prétendue réappropriation de la rue et de la nuit qui n'en fut pas une, et aussi par le côté répétitif des mots d'ordre lancés et repris ; trop de « déjà vu » dans tout cela.

Et alors, nous, femmes libertaires, atteintes par la léthargie ambiante sans doute, nous n'avons rien fait, rien dit, alors que nous aurions peut-être pu à cette occasion rencontrer d'autres femmes se posant les mêmes questions que nous et partantes pour une expression plus autonome et libertaire... Mais les manifs reflètent l'état des choses, et ce 8 mars fut à la hauteur du non-dynamisme, des hésitations et du tournant du mouvement des femmes aujourd'hui.

Agathe,
participante à « Colère »

SAINT-CLOUD' STORY

Il y a quelque temps déjà se sont produits certains incidents au Lycée de Saint-Cloud. La direction de l'établissement et des parents d'élèves (de la Fédération autonome des parents) avaient décidé d'organiser un carrefour aux carrières en présentant, n'en doutez pas, les plus beaux métiers (armée, flics...). Face à cette initiative, des élèves et d'autres camarades décidaient de présenter une autre réalité que celle que l'on voulait leur apporter, en faisant venir une troupe de copains de Nanterre, jeunes immigrés jouant une pièce qui mime leur vie. Une autre partie de la rencontre devait se dérouler avec des musiciens du lycée...

Le samedi, vers 14 heures, une centaine de personnes est là, en même temps que l'administration, les parents et les profs qui commencent à rentrer au lycée. Les premiers incidents viennent lorsque les copains tentent d'accrocher une banderole sur les grilles, portant l'inscription : « Carrefour aux barrières ». Les événements se précipitent alors. Les parents veulent enlever la banderole. S'ensuivent discussions et début d'accrochages verbaux. Par la suite, la centaine de jeunes qui attendait devant le lycée, essaie d'y rentrer mais se voir refuser l'accès, sous le prétexte qu'ils ne font pas partie de l'établissement. On tente pourtant d'y pénétrer et nous sommes accueillis par des coups de poings et des gaz lacrymogènes que de charmants parents nous balancent dans les yeux. La révolte éclate et le gentil propriétaire des gaz en fait les frais.

L'histoire ne s'arrête pas là : en fin de soirée arrive le député du coin : Baumel (RPR-SAC...) qui se fait un tout petit peu bousculer, et on en reste là (le quartier est quadrillé de flics). La semaine suivante, les mêmes camarades essaient de faire passer la troupe « Week-End » à Nanterre, à l'Ecole normale supérieure, mais se voient de nouveau refouler. Ils sont une cinquantaine et se dispersent. Une vingtaine d'entre eux se retrouvent à la gare quand débarque toute une cohorte de flics, mitraillette dans les mains, et voulant arrêter un copain, un de ceux qui ont organisé cette rencontre, un camarade militant connu pour ses liaisons avec le mouvement autonome. Les camarades ne le laissent pas tomber, et se déclenche une petite bagarre qui se termine, pour les vingt personnes au commissariat du coin. Tout cela n'a pu se produire qu'à partir d'une procédure de flagrant délit contre quatre personnes, à propos des événements du premier samedi. Entre autres, également, un lycéen se trouve en conseil de discipline pour sa participation aux incidents.

Résultat : après plusieurs magouilles de l'administration, après quelques jours de grève, le copain lycéen est vidé. Le conseil de discipline auquel participait le député Baumel qui a fait à lui seul le conseil, a accusé le copain d'être « un de ces voyous qui ont fait le coup de Saint-Lazare ». La lutte continue et dernièrement « Week-end à Nanterre » a réussi à jouer à l'ENS. Après la représentation, un débat a eu lieu sur l'autonomie.

Nos initiatives ne s'arrêteront pas là et nous continuerons à dénoncer cette école et le lien qu'elle entretient avec les flics, l'armée et toute la racaille politicienne.

Détruisez l'école, et il en restera toujours quelque chose.

GCL - Nanterre

les raisons de la colère

critique anarchiste

1

mars 1979

SOMMAIRE

L'intervention dans l'entreprise

Les conséquences sociales du redéploiement industriel

En guise de présentation et de remarques

Interviews : Chantiers navals, Saint-Nazaire

Centre téléphonique Inter-archives, Paris

Entreprise de transport réparation navale, Arles

Anarcho-syndicalisme

Le N°I de "Les raisons de la colère"-fusion des revues "Pour" et "La lanterne noire"-vient de paraitre. Prix du N°:I5 Fr.-Abonnement quatre N°: 50 Fr. Adresse provisoire:P.BLACHIER-B.P.I4-92360-MEUDON-LA-FORET(ne pas mentionner"les raisons de la colère").

L'U.R.S.S. et les droits de l'homme

Le Groupe de Moscou de contribution à l'application des accords d'Helsinki en URSS.

Les 30 ans de la Déclaration générale sur les Droits de l'Homme.

Adresse.

Document n° 69, 8 décembre 1978.

La Déclaration générale des Droits de l'Homme, adoptée par les Nations Unies il y a trente ans, est devenue une étape très importante dans la formation des principes humanitaires de la société contemporaine. Peu avant son adoption s'était achevée la seconde guerre mondiale et fut anéanti le nazisme hitlérien, lequel avait accompli des crimes considérables contre l'humanité. La mort de Staline mit fin, par la suite, à sa dictature non moins criminelle.

Cependant, maintenant encore, dans de nombreux pays du monde, dont l'URSS, les principes préconisés par la Déclaration des droits de l'homme sont loin d'être réalisés.

En URSS, de nombreux et importants articles de la Déclaration des droits de l'homme sont violés en permanence, par exemple :

Article 19 : La liberté des convictions et la liberté de recevoir et diffuser l'information.

Art. 13 : Le droit de choisir librement le pays d'habitation et le lieu de résidence à l'intérieur du pays.

Art. 18 : La liberté de religion.

Aert. 10 et 11 : Le caractère public et juste du jugement.

Art. 5 : Interdiction des punitions cruelles et dégradantes pour la dignité de l'homme

Art. 20 : Liberté d'association.

Art. 23 et 26 : En contradiction avec l'esprit de ces articles, l'absence d'une discrimination nationale ou idéologique dans le travail ou dans l'enseignement, n'est nullement garantie en URSS. De même pour la liberté de se syndiquer.

Art. 15 : Le droit de conserver ou de changer de citoyenneté.

Art. 12 : Le secret de la correspondance et l'inviolabilité du domicile.

D'autres articles sont également violés à un degré semblable.

Une grave violation est constituée par le fait qu'en dépit de l'appel de l'Assemblée générale de l'ONU à « faire tout ce qui est possible pour diffuser et expliquer, oralement ou par écrit la Déclaration générale des Droits de l'homme, en particulier dans les écoles et dans d'autres établissements d'enseignement », ce texte n'est pas connu par une grande partie de la population en URSS.

Dans les années 1960-70 s'est créé en URSS un mouvement pour les Droits de l'homme, s'appuyant sur les principes de la Déclaration des droits de l'homme. Les lettres et les déclarations prenant la défense de personnes isolées, les articles et les œuvres littéraires, les travaux historiques, la correspondance et les journaux intimes d'emprisonnés de camps ou de prisons, le compte rendu précis de nombreux procès, l'activité du groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme en URSS, le Comité des Droits de l'homme, la publication régulière de la « chronique des événements en cours », les documents du groupe « Helinski », le Comité des droits des Croyants, la Commission de travail sur la psychiatrie, etc., tout cela a révélé à l'opinion publique soviétique et mondiale le grand nombre de violations des droits fondamentaux et a contribué grandement à la formation de la conception mondiale de la défense des droits de l'homme, capable d'unir, sur une base humanitaire, de nombreuses personnes dans le monde entier, en dehors de toute considération de race, de foi, de situation sociale et de citoyenneté.

Nous sommes convaincus que la responsabilité de la surveillance de l'application des droits de l'homme repose non seulement sur les États, mais également sur les citoyens eux-mêmes.

Exprimant notre attachement à la Déclaration des Droits de l'homme, aspirant

à l'humanisation de la société et à la défense des droits de l'homme tels qu'ils sont formulés dans le Pacte sur les droits dans l'article d'Helsinki, nous considérons comme indispensable :

– de libérer tous prisonniers de conscience

– de supprimer les articles 70 et 190 du Code pénal de la République russe (ainsi que les articles correspondants des autres républiques de l'URSS), qui donnent la possibilité de poursuivre en jugement la liberté de conviction et l'échange d'informations et d'idées.

– de supprimer la partie de l'article 64 du même code, qui fournit la possibilité de poursuivre les tentatives d'appliquer le droit de choisir le pays où l'on veut habiter.

– de supprimer tous les obstacles à l'accomplissement des droits sur le libre choix du pays de résidence (le droit de quitter et de revenir dans son pays), et le droit de choisir le lieu de résidence à l'intérieur de ce pays.

– d'interrompre les poursuites engagées contre les croyants de toutes confessions, de garantir une séparation véritable entre l'Église et l'État.

– de transformer totalement le régime appliqué dans les prisons et les cliniques psychiatriques, d'humaniser la règlementation du travail rééducatif.

– de liquider le travail forcé dans les lieux d'emprisonnement, en exil, et lors d'une libération anticipée conditionnelle., de supprimer l'article 209 du code pénal.

– de cesser toute répression psychiatrique pour motifs politiques.

– de cesser toute discrimination dans l'enseignement et dans le travail, à partir de critères de race, de convictions, de croyances, de condamnations ou en relation avec des poursuites intentées à des parents.

– de garantir la liberté de se syndiquer, ainsi que la liberté d'association en général.

– de cesser la violation du droit d'échange d'informations, tant intérieur qu'international, la violation du secret de la communication par poste, téléphone ou télégraphe.

– de supprimer toutes les décisions sur la privation de la citoyenneté pour des motifs politiques.

Nous adressons le présent document aux gouvernements de l'URSS et des autres pays qui ont signé en commun l'acte d'Helsinki, et de même à tous les membres de l'ONU qui ont proclamé, il y a trente ans, la Déclaration générale des Droits de l'homme « en qualité de tâche à l'accomplissement de laquelle doivent tendre tous les peuples et tous les États ».

Cette adresse est mise à la disposition de tous ceux qui veulent la signer, aussi bien dans notre pays qu'ailleurs, de tous ceux qui aspirent en même temps que nous à la mise en application véritable de la Déclaration générale des droits de l'homme, en présumant que cela garantira non seulement la liberté individuelle et la vie de chacun, mais également une vie pacifique dans le monde.

Elena BONNER, Sofia KALISTRATOVA, Malva LANDA, Naoum MEIMANN, Victor NEKIPELOV, Tatiana OSSIPOVA, Youri YARYM-AGAEV.

Plus de trois cents personnes ont signé, en URSS, jusqu'à ce jour, cette adresse.

l'affaire klebanov

Lors d'une conférence internationale récente sur la sécurité du travail dans les mines, qui a eu lieu dans la ville minière de Katowice, en Pologne, le syndicat britannique des mineurs a posé la question du sort de Vladimir Klebanov. Ce syndicat a présenté au représentant du syndicat soviétique des mineurs, Efremenko, un large dossier de documents préparé par Amnesty International, qui indique clairement que la tentative de Klébanov de fonder un syndicat indépendant pour la défense effective des intérêts des travailleurs avait attiré sur lui les poursuites les plus sévères de la part du pouvoir.

Cependant, le dirigeant du syndicat soviétique des mineurs avait des explications toutes prêtes à toutes les inquiétudes des collègues britanniques de Klébanov. Efremenko déclara que Klebanov, après un coup reçu à la tête lorsqu'il avait travaillé à la mine, était devenu psychiquement anormal, et, pour être plus convaincant, il ajouta que Klebanov s'était séparé de sa femme et s'était mis en ménage avec une autre femme plus jeune. Puis Efremenko dit encore que Klebanov était un Juif, qui avait de riches parents en Israël, et que c'étaient ses parents mal intentionnés qui tentaient de créer en URSS un syndicat indépendant. Pourquoi ces parents d'Israël avaient-ils besoin de créer un syndicat à Moscou ? cela Efremenko n'a pu l'expliquer.

L'organisation Amnesty International a déclaré qu'elle avait à sa disposition le témoignage d'un psychiatre de Moscou, qui avait examiné Klebanov et l'avait trouvé tout ce qu'il y a de plus normal. Dans la déclaration de ce psychiatre, Volochenovitch, il est dit que « Klebanov répond pleinement de ses actes, accomplis au moment où, selon l'accusation, il aurait soi-disant violé les lois soviétiques ».

Toutefois, le syndicat britannique des mineurs décida d'accepter les explications fournies par Efremenko. Son représentant déclara : « Qu'est-ce que nous pouvions faire ? Nous n'aurions pu que traiter Efremenko de menteur ! ». Craignant pour l'avenir des relations d'amitié avec les syndicats soviétiques, les mineurs britanniques décidèrent d'enterrer cette affaire-là. Malgré tout, il en reste un goût très amer, car jusque-là ce syndicat avait mené une enquête très sérieuse sur la situation des mineurs en Bolivie. A cette fin, une délégation de ce syndicat avait alors visité le pays et avait préparé par la suite un rapport très détaillé.

Dans les rangs du syndicat britannique des mineurs, il y a des personnes qui se sont donc opposées à un examen semblable à propos de l'affaire Klebanov.

(Article paru dans « La Pensée russe » du 25.1.79)

L'ARMEE TRAQUE

DÉSERTION : UN AN DE PRISON POUR GÉRARD DERBESSE

Gérard Derbesse, militant communiste libertaire, déserteur de l'armée de l'air depuis huit ans, a fait opposition à une condamnation de trois ans par défaut et a été jugé le 7 mars 1979.

Lors de ce procès, Gérard a fait ressortir ses motivations politiques, à quoi le juge a répondu que l'armée ne faisait pas de politique !

Les tribunaux militaires ont condamné Gérard Derbesse à un an ferme d'emprisonnement.

Rappelons que Gérard est actuellement détenu à la prison de Fresnes, purgeant une autre peine, puisqu'il avait été arrêté le 13 juillet 1978 à Toulouse, pour détention d'armes et falsification de documents, et avait été condamné à 18 mois de prison.

Les autorités militaires ont notamment insisté sur le fait de cette autre peine et ont demandé la non-confusion des deux peines.

Gérard en est donc à son huitième mois d'emprisonnement.

A ceux qui veulent lui démontrer leur solidarité, solidarité afin de rompre le grand silence et l'isolement que subissent tous nos camarades prisonniers de l'État bourgeois, je laisse son adresse :
DERBESSE Gérard - 3-283-680774 - 1, avenue de la Division Leclerc, 94261 Fresnes.

Nos sociétés autoritaires ne nous laissent plus qu'un seul choix, pour être encore libres, celui de lutter ! Lutter pour la destruction de tout État et de ses institutions, pour la construction du communisme libertaire.

Camarades, la répression, la violence, l'exploitation, l'aliénation, l'autorité étatiques nous frappent tous, quotidiennement. Ce n'est plus une réponse que nous devons donner, mais c'est une attaque directe et offensive contre l'organisation étatique.

Nous devons redécouvrir un processus de luttes réellement révolutionnaires, si nous ne voulons pas voir sombrer définitivement dans le néant notre grand projet de liberté : l'anarchie.

La lutte révolutionnaire reste notre seul espoir ! Qu'avons-nous à perdre, sinon tout à gagner : LA LIBERTÉ !

Pour le Communisme libertaire
Hélène Camallonga

APPEL AUX ANTI-MILITARISTES

Philippe LEVIGOUREUX, insoumis depuis décembre 1976, s'est fait arrêter le 16 février à Chatillon.

Son procès risque d'avoir lieu très vite (fin mars). Aussi, nous demandons à tous les anarchistes considérant l'insoumission comme la seule réponse possible à l'institution militaire, de se mobiliser rapidement.

Que tous ceux qui veulent soutenir un individu seul face à l'appareil d'État, lui écrivent, c'est un minimum, à l'adresse suivante :
Philippe LEVIGOUREUX
MAT 682 357 - 3/321
1, avenue Division Leclerc - 94261 Fresnes

Nous demandons également à tous ceux qui ont eu l'expérience de la façon d'agir la plus efficace pour l'épauler, de prendre contact avec nous : DONDICOL, 26, avenue Marcel Cachin, 92 Châtillon (15e étage). Réunion du Comité de soutien : lundi 26 mars, 20 heures.

AVIS DE RECHERCHE numéro 3 (bulletin d'insoumission totale), vient de paraître.

« Avis de Recherche » est un lieu, un carrefour, une voix indispensable pour briser le ghetto des insoumis clandestins, l'isolement des individuels en cavale, la solitude des copains qui ont choisi l'exil, la tristesse des camarades emprisonnés, l'agonie des grévistes de la faim.

Pour briser le silence autour du combat des insoumis, nous avons décidé de prendre la parole. Et nous sommes prêts à hurler s'il le faut.

Au sommaire du numéro 3 :
– Les chiffres officiels du nombre d'insoumis en France.
– Vaïma, insoumis total en cavale.
– Entretien avec deux insoumis sortis de taule.
– Le point sur les cavales, les arrestations et les procès d'insoumis et déserteurs en France.

Le numéro : 4 F – En vente dans les librairies parallèles et par correspondance au GSI. Ab. 1 an : 40 F (chèque barré non libellé), au GSI : 320, rue St-Martin – 75003 Paris.

LESCOUBE numéro 21. Au sommaire : 11 novembre, 60 ans après – Les magouilles habituelles des élus concernant les stations : Embrun-les-Orres, Mont Genèvre, Jausiers. Un peu de grammaire gavote qui ne peut faire de mal à personne, et plein de nouvelles des Hautes-Alpes.

Malgré les critiques que nous pourrions lui apporter, personne ne peut nier que « L'Escoubé » est le seul canard qui potentiellement s'affronte au quasi « totalitarisme » du « Dauphiné-Libéré », lecture officielle et monolithique du Haut-Rhin « moyen ».

3 F. Ab. 15 F, soutien 25 F – 26, avenue J. Jaurès, 05000 GAP. Anciens numéros gratuits sur demande.

TRANSHUMANCES Numéro 5 est paru ! Un numéro consacré au ski et à la montagne. « La nivologie est une idéologie ». Peut-être.

Au sommaire : Skizocrise, la crise du ski français – Main-basse sur le ski de fond – Massif Central : la neige n'est pas blanche pour tout le monde – Et surtout, un très bon article sur les architectures du profit dont voici l'introduction plus qu'alléchante : « Le système touristique, position avancée d'un quadrillage plus général de l'espace, ne s'est pas fait sans que les militaires tout d'abord, puis les géographes, les sociologues, les juristes, etc., lui procurent des bases théoriques. Architectes et urbanistes ont mis longtemps avant de trouver les formes idéales de l'urbanisation en montagne. Celles-ci sont appelées habituellement « architecture intégrée ou mimétique ». C'est de la mise au point de cette trouvaille qu'il est question.

Prix : 5 F, ab. un an 20 F. « Le Refuge », Le Rosier Val-des-Prés, 05100 - Briançon.

METZ : ARRESTATION DE MEMBRES DE RADIO-CITÉ-FUTURE

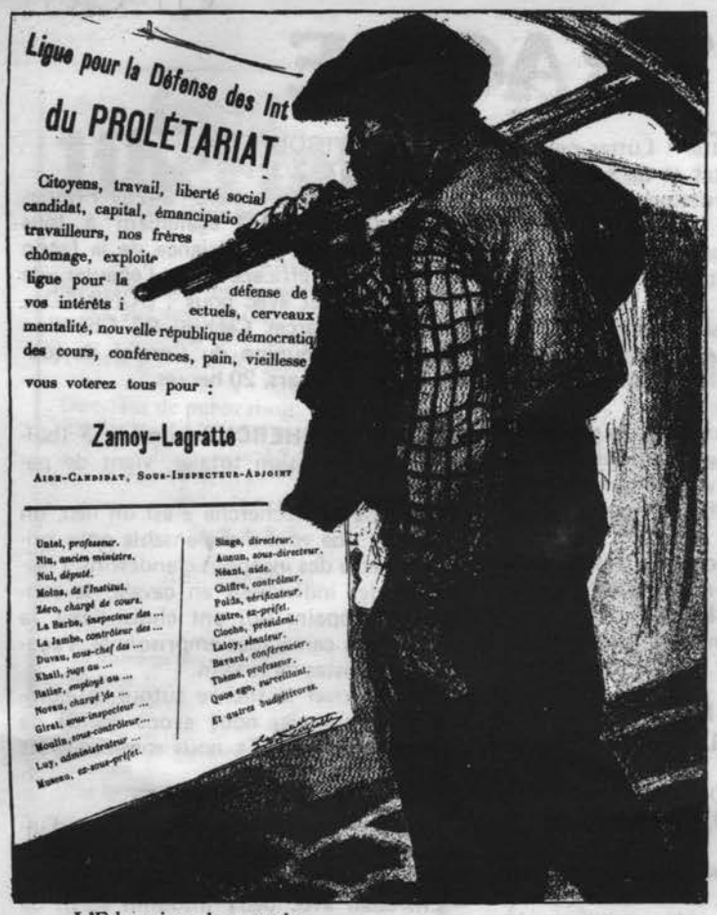
Le mardi 27 février, quatre animateurs de Radio-Cité-Future ont été arrêtés par la DST, à la suite d'une émission sur Metz. Il y a eu inculpation et saisie du matériel.

RCF s'est donné pour but de rendre la parole à ceux qui n'ont pas les moyens de s'exprimer sur les médias traditionnels (sidérurgistes en lutte, chômeurs, syndicalistes, écologistes, artistes amateurs, groupes de femmes, mouvements, associations, etc.).

Nous tenons à protester fermement contre la répression que subissent actuellement les radios libres. Cette répression que le pouvoir exerce est faite au nom du monopole d'État sur la radio-dissusion.

Nous affirmons notre soutien aux quatre inculpés de RADIO CITÉ FUTURE. Nous exigeons la restitution du matériel saisi (en état de marche).

Écrire au Collectif de Radio-Cité-Future, c/o Géromino, 31, rue du Pont des Morts – 57000 Metz.

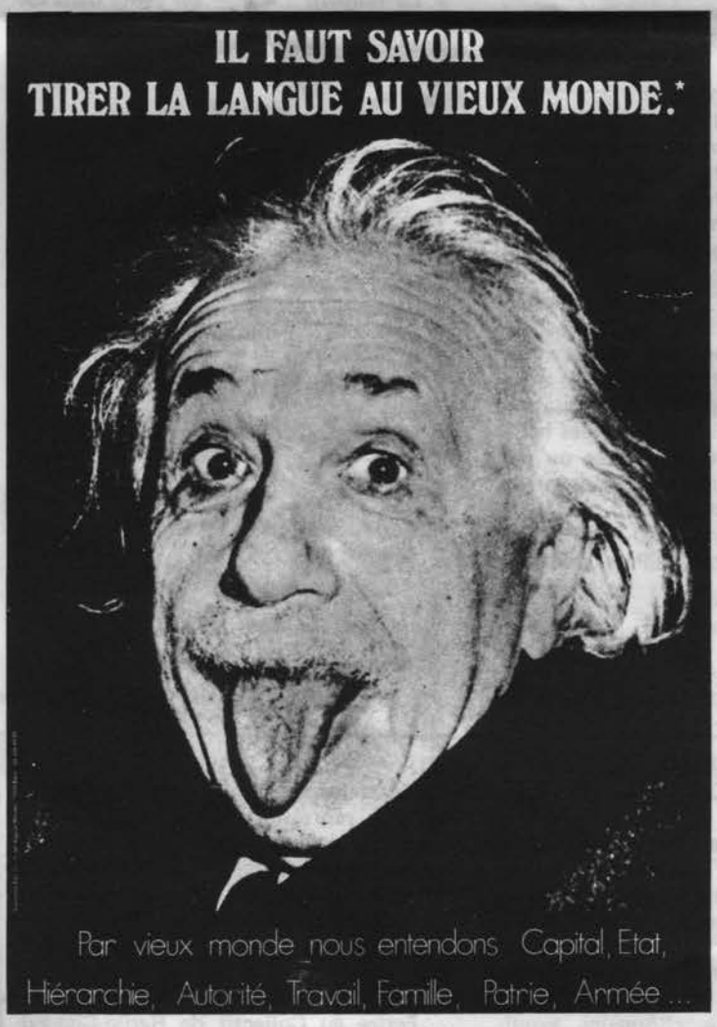


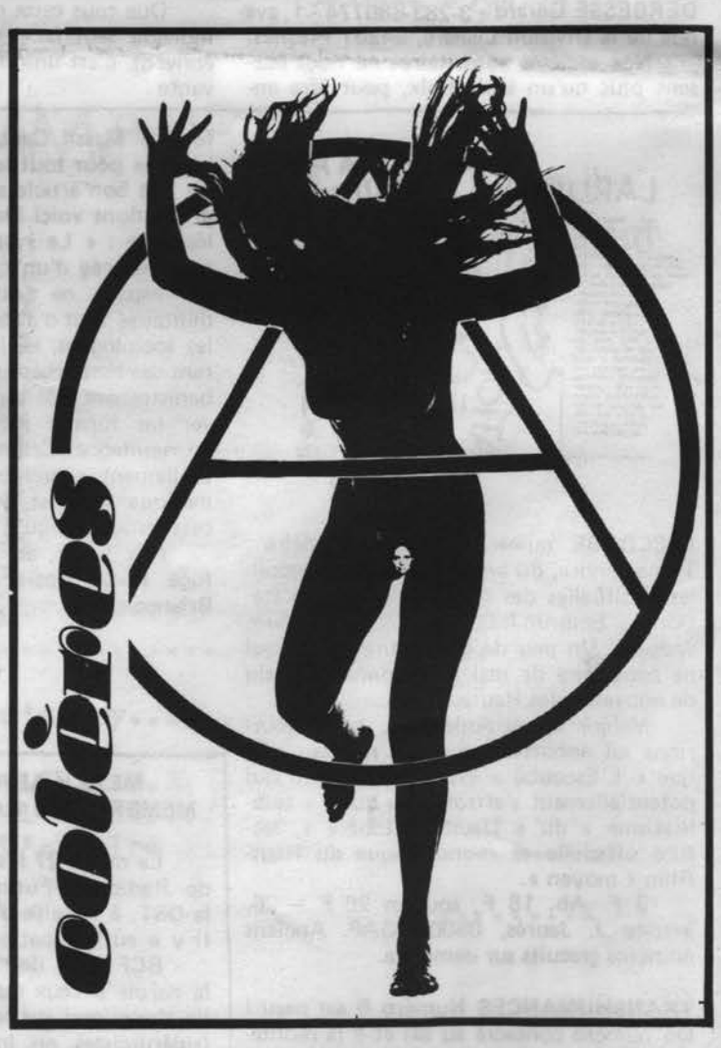
L'Education du peuple.
— *Quoi qui s'mêlent, ces gavés !*

OCL • Groupe Communiste Libertaire de Paris sud

— *Choisis... tu es libre...*

OCL • Groupe Communiste Libertaire de Paris sud





Ces quatre (trés beaux) posters sont à commander au 33, rue des Vignoles. Chaque poster vaut 5 Fr. Le poster « Einstein » est en soutien à l'imprimerie EDIT 71. (+frais d'envoi)